

**Retranscription de l'interview de Nicolas THÉRY, Président de la Fédération bancaire française,
Invité sur Ecorama le 31 août 2022**

David JACQUOT

« Ecorama » émission spéciale, on est toujours à la REF, la REF MEDEF, la rencontre des entrepreneurs de France, ici à Paris, à Longchamp. Votre invité à présent, Nicolas THERY, Président de la Fédération bancaire française et Président du CREDIT MUTUEL, bonjour !

Nicolas THERY

Bonjour !

David JACQUOT

Merci d'être là avec nous. On a eu, d'après un ministre qui a eu la Première ministre qui est venue nous voir et qui vous a dit, qui a dit aux entreprises qu'il fallait réduire leur consommation d'énergie de 10 % dans les prochaines. Est-ce que l'effort pour vous est acceptable pour le secteur bancaire ?

Nicolas THERY

Ah, je n'ai aucun doute, oui, il faut le faire, il faut le faire rapidement, et d'ailleurs le CREDIT MUTUEL, l'agence fédérale, a un plan stratégique depuis 2019, et on s'était donné, on s'est donné comme objectif de réduire notre propre consommation de 30 % en cinq ans. Voyez, et on a fait moins 21 % en trois ans. Donc 10 % en deux ans, c'est parfaitement faisable. Et j'ajoute que le secteur financier doit aussi agir pour aider ses clients à se transformer. On a une révolution industrielle à mener pour nous rendre résilients sur le plan climatique. C'est brutal, une révolution industrielle ! Ça consiste à mettre à la poubelle du capital non-résilient sur le plan climatique, et à le remplacer par du nouveau capital. Et de ce point de vue-là, tout le secteur financier français est mobilisé, et voyez, au CREDIT MUTUEL, on s'est dit « on va réduire la carbonation, le contenu carbone de notre bilan de 5 % par an sur le corporate, la gestion d'actifs et l'assurance, et on a fait moins 26% en trois ans.

David JACQUOT

Ça vous aligne sur les Accords de Paris ?

Nicolas THERY

Ça nous aligne sur les Accords de Paris. Et ça, c'est la clé. C'est que les Accords de Paris, ils ne sont pas là comme objectif général, ils sont là pour être traduits dans les faits. Et nous, dans le secteur financier – et la banque française est très en avance par rapport à ses concurrents – on s'est doté d'objectifs, on a arrêté le charbon, on arrête les hydrocarbures non-conventionnels, certaines d'autres banques dont le CREDIT MUTUEL vont encore plus loin, et ça, c'est vraiment notre objectif stratégique.

David JACQUOT

Donc quand la Première ministre invite chaque entreprise à établir un plan de sobriété en septembre, quelque part, pour le CREDIT MUTUEL il est déjà prêt ; par contre, pour l'ensemble encore une fois du secteur bancaire, il y aura des annonces qui seront faites ou pas ?

Nicolas THERY

Honnêtement, toutes les banques travaillent là-dessus depuis plusieurs années, mais on n'est pas dans le concours de beauté. Le seul indicateur, le seul pour moi, c'est le contenu carbone ; donc oui, on va aller plus loin, on va collectivement aller plus loin et c'est très bien. Et je voudrais souligner le fait que là-dessus, les salariés du secteur bancaire, puisque je suis aussi leur porte-parole, les 350.000 salariés du secteur bancaire, sont très motivés.

C'est quelque chose qui donne du sens à leur métier, et je voudrais faire une toute petite... un tout petit ... mais l'attractivité, elle se juge aussi là-dessus. C'est que les jeunes viennent et peuvent venir aussi dans le secteur bancaire parce qu'ils savent que c'est un levier de transformation. C'est important de le souligner.

David JACQUOT

On sort d'un été, Nicolas THERY, qui est calamiteux évidemment on a eu la canicule d'un point de vue climatique, on a eu la sécheresse, on a eu les feux de forêt. Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui disent que les banques françaises n'en font pas assez pour le climat, au-delà de vos objectifs ? Parce que... Il y a des objectifs, mais derrière, qui vérifie les objectifs ? Qui vérifie encore une fois que les engagements sont tenus ?

Nicolas THERY

Evidemment les ONG vérifient ! Pour les entreprises à mission comme le CREDIT MUTUEL, nous avons un organisme tiers, indépendant qui vérifie la réalité de ce que nous faisons, et je trouve ça très bien ; donc développons aussi les entreprises à mission ; et puis collectivement, je le soulignais tout à l'heure, les banques françaises vont beaucoup plus loin que leurs concurrentes dans la décarbonation de l'économie. Et...

David JACQUOT

A quel moment aucune banque française ne financera des projets de forage, sur du gaz ou du pétrole ?

Nicolas THERY

Le CREDIT MUTUEL a dit qu'il arrêterait de financer les nouveaux projets...

David JACQUOT

Sur l'ensemble, oui...

Nicolas THERY

... Gaz et pétrole, donc ça on assume, mais ce qui compte, c'est de transformer ! C'est que les entreprises qui, aujourd'hui, dans le secteur énergétique mais aussi dans le bâtiment, mais aussi dans le transport, sont carbonées, eh bien nous les financions pour transformer leur modèle. Et je crois que notre métier, c'est effectivement d'aller très vite, très fortement et de donner les moyens financiers à nos clients de se transformer. Un dernier exemple, le logement. Voyez bien qu'aujourd'hui, on a des millions de logements qui doivent être plus efficaces sur le plan énergétique, c'est 18 % de nos émissions. Le CREDIT MUTUEL distribue le Prêt Avance Rénovation, c'est-à-dire qu'en gros, on vous finance tout de suite, vous faites tous les travaux et vous remboursez au moment de la vente ou de la succession de votre logement, et je pense que ces mécanismes-là, il faut qu'on les développe et qu'on les diffuse. Donc pas de fierté, parce que le seul juge de paix, c'est : est-ce qu'on va arriver à une économie française et mondiale qui n'émet plus de carbone.

David JACQUOT

Parce que « le risque climatique » – c'est une phrase qui est de vous, que j'ai retrouvée – « le risque climatique est aussi risque financier ». Expliquez-nous ça. Parce que ça paraît... Souvent, on distingue les deux...

Nicolas THERY

Je vais vous donner un exemple : l'assurance habitation. Aujourd'hui, nous avons une sinistralité, c'est-à-dire des gens qui ont des problèmes dans leur assurance habitation, parce que l'argile s'est desséchée, que les sols se fracturent et ça crée des fissures irréversibles sur un certain nombre de logements. Eh bien ce fait-là, c'était une éventualité, c'est devenu un risque avéré. Et je pense qu'aujourd'hui, dire le climat, c'est un risque avéré dans tous les secteurs d'activité, personne n'en est exempt, et donc le secteur financier, qui

est une sorte de papier buvard des risques – notre métier, c'est le commerce des promesses ! C'est de projeter des promesses de rémunération, de crédits mais aussi de protection via l'assurance – eh bien nous voyons bien que les promesses changent de nature et que le changement climatique est une réalité.

David JACQUOT

Les primes d'assurance, si on voit ça, Nicolas THERY, elles vont augmenter ou pas, du fait encore une fois des canicules, des incendies, des effets de la sinistralité, sur les primes d'assurance habitation ? Il faut s'attendre – je pose la question parce que Bruno LE MAIRE va recevoir à la fois les assureurs et les banques au mois de septembre, on en parlera après mais – est-ce qu'il faut s'attendre à une hausse des primes, du fait encore une fois des...

Nicolas THERY

Ce à quoi il faut s'attendre, ce qui est visible, c'est une hausse des sinistres, très considérable. Après, à nous aussi de trouver...

David JACQUOT

Qui dit sinistres, dit : des primes...

Nicolas THERY

« Peut dire » ! « Peut dire : augmentation », mais nous essayons de la rendre très raisonnable pour l'augmentation des primes. Je voudrais insister sur un point : il y a aussi un vrai risque de perte d'assurance ! C'est que par exemple l'augmentation des zones inondables, les endroits où le risque devient certain parce que justement le climat change, ça peut créer un phénomène d'exclusion du fait de l'assurance auquel nous devons aussi être sensibles. Et si vous me permettez, je voudrais vraiment insister sur l'importance de cette couverture globale, on a vu cet été des phénomènes naturels extrêmement violents, dépassant le seuil d'assurabilité, et collectivement, pouvoirs publics comme assureurs, on doit être dans le souci de maintien d'une couverture d'assurance pour tous. Et ça, c'est aussi mon objectif. Donc modération sur le plan des tarifs, mais surtout aussi couverture.

David JACQUOT

Et pas à n'importe quel coût. Et c'est pour ça d'ailleurs, puisqu'il y a toute la question du pouvoir d'achat qui reste intacte en cette rentrée, Bruno LE MAIRE, donc, qui va recevoir les banques en septembre, pour leur demander de réduire les frais bancaires. Est-ce que là encore, le secteur va pouvoir s'engager d'une même et seule voix, ou est-ce que ça restera à l'initiative de chacune des banques ?

Nicolas THERY

Nous sommes déjà engagés ! Et je voudrais dire...

David JACQUOT

Eh bien s'il vous reçoit, c'est qu'il faut en faire plus...

Nicolas THERY

Oui mais en même temps, il faut aussi regarder la réalité. Et je trouve qu'on ne la dite pas assez, si vous me donnez l'occasion...

David JACQUOT

Allez...

Nicolas THERY

Je voudrais vous dire, voilà, l'épargne réglementée, le Livret A, le Livret d'Epargne Populaire, le Livret de Développement durable, les taux ont monté de 1,5 % depuis le début de l'année.

David JACQUOT

Ça ce n'est pas les banques, ça ! C'est...

Nicolas THERY

Ah si ! C'est les banques !

David JACQUOT

Oui mais c'est une fixation, c'est une formule mathématique...

Nicolas THERY

Il se trouve que c'est huit milliards injectés par le système financier dans l'économie pour le pouvoir d'achat des ménages. Huit milliards ! Les emprunts immobiliers. En France, ils coûtent en moyenne 1,35 %. Dans la zone euro, c'est 2 %, en Allemagne, c'est 2,6%. Donc vous voyez, du simple au double entre la France et l'Allemagne. C'est aussi une injection du pouvoir d'achat !

David JACQUOT

Donc il ne faut pas juste regarder ça par la lorgnette, c'est-à-dire les frais bancaires, c'est ça que vous me dites, il faut élargir le...

Nicolas THERY

Et puis les frais bancaires, nous sommes raisonnables. Par exemple le CREDIT MUTUEL fait une offre pour les clients fragiles à un euro par mois sans frais d'incident ; ça c'est aussi une injection de pouvoir d'achat. Mais je voudrais dire notre métier...

David JACQUOT

Mais au niveau du secteur bancaire, il n'y aura pas encore une fois une initiative commune ! Chacun fera sa « soupette » dans son coin...

Nicolas THERY

Eh bien les livrets réglementaires, c'est une action commune !

David JACQUOT

Sur les frais bancaires. Sur les frais bancaires...

Nicolas THERY

Sur les frais bancaires, nous avons une concertation, nous avons des actions qui sont similaires, d'ailleurs mes concurrents – et je voudrais les saluer parce que tout le monde agit dans les valeurs de la banque relationnelles et territoriale – et je pense que j'ai tendance à citer le CREDIT MUTUEL, pardonnez-moi, mais je pense que tous mes concurrents sont engagés dans la banque relationnelle et territoriale, et je sais que tous font des offres de qualité, notamment pour les clients fragiles, notamment pour accompagner leurs clients. Donc oui, il y a une action collective qui est en cours, et c'est ça qui est important.

David JACQUOT

J'ai vu qu'en Espagne et en Hongrie, les gouvernements comptent, réfléchissent à appliquer, voir même sont assez avancés, des taxes exceptionnelles sur plusieurs secteurs, notamment les banques. Est-ce que c'est une idée qui vous fait frémir ?

Nicolas THERY

C'est une idée qui est déjà appliquée ! 24 milliards d'impôt sur les sociétés. Ma surprise, c'est par exemple que le CREDIT MUTUEL...

David JACQUOT

Mais tout le monde qui n'a pas sa société ! Ce n'est pas une taxe...

Nicolas THERY

Pas tout le monde !

David JACQUOT

Non mais... ceux qui font des bénéfices !

Nicolas THERY

Et qui font des bénéfices en France ! Et je trouve qu'il faut aussi rappeler que le secteur financier est un secteur qui contribue beaucoup à la collectivité, et nous en sommes fiers parce que c'est important, j'allais dire, de contribuer au bon fonctionnement de l'économie dans laquelle on agit. Mais sincèrement, nous sommes très grands contributeurs, nous avons des résultats élevés jusqu'à présent et donc nous payons beaucoup d'impôts ; mais simplement je pense qu'il faut aussi regarder la contribution réelle et concrète aujourd'hui ; voyez, le CREDIT MUTUEL n'est pas dans le CAC 40 et il est le troisième ou le quatrième contributeur à l'impôt sur les sociétés. Donc j'ai tendance à dire : nous faisons le boulot, nous sommes fiers de le faire... ?

David JACQUOT

Combine de bénéfices en 2021 ?

Nicolas THERY

Eh bien CREDIT MUTUEL ALLIANCE Fédérale a fait 2,1 milliards de bénéfice, et CREDIT MUTUEL ARKEA, 369 millions (phon) ; ce qui veut dire qu'on aura un résultat du groupe CREDIT MUTUEL aux alentours de 2,5 milliards.

David JACQUOT

Un petit mot avant de se quitter, Nicolas THERY, pour parler du crédit immobilier. On a les remontées de la part des courtiers, notamment qui disent que c'est toujours plus compliqué pour les Français, que de plus en plus de ménages voient des refus de prêt, c'est ce que disent aussi les notaires, et ce chiffre qui est sorti : quasiment un dossier sur deux aujourd'hui qui passerait à la trappe. Est-ce que les banques mettent « la pédale douce » aujourd'hui sur le crédit immobilier ? Encore une fois, je parle au niveau global...

Nicolas THERY

Pas du tout. Nous accompagnons nos clients...

David JACQUOT

Alors pourquoi il y a cette petite musique-là ?

Nicolas THERY

On a un problème technique, c'est qu'il y a un taux de plafond pour le crédit immobilier...

David JACQUOT

Taux d'usure.

Nicolas THERY

Qui a été...

David JACQUOT

2,57 % sur vingt ans.

Nicolas THERY

Voilà, il a été revalorisé de 17 points de base quand le taux de rémunération de l'épargne a été revalorisé de 150 points de base. Donc il y a une dissonance aujourd'hui...

David JACQUOT

Donc c'est la faute au taux d'usure qui est trop bas...

Nicolas THERY

Qui, en tout cas, ne tient pas compte des conditions actuelles de refinancement. Et donc je pense que la montée des taux a été très rapide, très brutale, et ce taux a tardé à s'adapter, et donc il faut trouver un mécanisme temporaire...

David JACQUOT

Vous confirmez indirectement des refus de prêts ! Puisque là, il faut en chercher la cause !

Nicolas THERY

Nous appliquons les règles. Et les règles, c'est que nous prenons les taux de refinancement des banques, l'assurance emprunteur, le coût de la caution, et c'est vrai qu'aujourd'hui, ce taux plafond constitue pour un certain nombre d'emprunteurs, un obstacle. Des discussions sont...

David JACQUOT

Donc il faut réformer le taux d'usure ? Il faut l'actualiser plus rapidement, il y a un décalage dans le temps aujourd'hui...

Nicolas THERY

Il y a un décalage dans le temps, il y a un problème conjoncturel, nous avons des discussions en cours avec les autorités, j'espère que ces discussions se concluront.

David JACQUOT

C'est ce qui vous empêche en tout cas de distribuer peut-être plus de crédits ? Encore une fois, je parle pour l'ensemble de la profession, là pour le coup...

Nicolas THERY

Je pense qu'en tout cas, on a un marché immobilier qui fonctionne bien, qui est sûr, et s'auto-constitue un problème conjoncturel, on doit le régler, en tout cas c'est mon souhait.

David JACQUOT

Bon, merci d'être passé nous voir, Nicolas THERY, le président de FBF, Fédération bancaire française, et Président du CREDIT MUTUEL, invité de « La Grande Interview », sur Boursorama, enregistré la REF, ici à Paris, REF du MEDEF, à l'Hippodrome de Longchamp. Merci !

Nicolas THERY

Merci pour votre invitation. Merci beaucoup.